



Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 28 août 2006

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Distribution de productions cinématographiques, vidéo et audiovisuelles, 2004-2005	2
<p>Les Canadiens ont manifesté un intérêt de plus en plus marqué à regarder les films au cinéma plutôt que dans leur salon en 2004-2005, selon les données de l'industrie de la distribution de productions cinématographiques, vidéo et audiovisuelles. Les recettes réalisées sur la distribution aux cinémas ont augmenté fortement, tandis que les recettes sur la vente de DVD et de vidéocassettes se sont stabilisées, après avoir monté en flèche depuis 2000.</p>	
Emploi, rémunération et heures de travail, juin 2006	5
Emploi dans le secteur public, deuxième trimestre de 2006	7
Placements de poussins des couvoirs et de dindonneaux, juillet 2006	9
Nouveaux produits	10



Communiqués

Distribution de productions cinématographiques, vidéo et audiovisuelles

2004-2005

Selon les données de l'industrie de la distribution de productions cinématographiques, vidéo et audiovisuelles, les Canadiens ont manifesté un intérêt de plus en plus marqué à regarder les films au cinéma plutôt que dans leur salon en 2004-2005.

Les recettes réalisées sur la distribution aux cinémas ont augmenté fortement, tandis que les recettes sur la vente de DVD et de vidéocassettes se sont stabilisées, après avoir monté en flèche depuis 2000.

Par ailleurs, les dépenses globales de l'industrie ont crû légèrement après avoir baissé l'année précédente. Les exportations de films et de vidéos canadiens se sont accrues, mais à un rythme bien plus lent que celui enregistré l'année d'avant.

Les recettes totales de l'industrie ont grimpé pour se chiffrer à plus de 3,5 milliards de dollars en 2004-2005, en hausse de 3,0 % par rapport à l'année précédente. Cette augmentation était certes inférieure à la hausse des recettes de 4,8 % affichée l'année précédente, mais l'industrie a réalisé une meilleure marge bénéficiaire, laquelle s'est établie à 22,7 % comparativement à 21,8 % en 2003-2004.

Les recettes tirées de la distribution de films aux cinémas ont progressé de 16,6 % pour passer à 446,3 millions de dollars, tandis que les recettes tirées de la distribution en gros de DVD et de vidéocassettes sont demeurées inchangées, s'établissant à un peu plus de 1,8 milliard de dollars.

Les données de l'Enquête sur les cinémas, diffusées le 14 juillet 2006 dans *Le Quotidien*, ont indiqué que la fréquentation des cinémas s'est accrue en 2004-2005, principalement en raison d'une augmentation de 20,4 % de la fréquentation des ciné-parcs. En outre, selon l'Enquête sur les dépenses des ménages, les ménages canadiens ont dépensé en moyenne 112 \$ pour des films au cinéma en 2004-2005, en hausse par rapport aux 106 \$ qu'ils ont dépensés en 2003-2004.

Les ventes de films et de vidéos à contenu canadien à des clients étrangers ont atteint 331,9 millions de dollars en 2004-2005, en hausse de 3,4 % par rapport à l'année précédente. (Ce chiffre exclut les productions distribuées directement à des clients étrangers par les producteurs.)

Note aux lecteurs

Le présent communiqué fait état des résultats d'une enquête menée auprès des 207 distributeurs et grossistes de productions cinématographiques, vidéo et audiovisuelles au Canada.

Ce que les Canadiens sont en mesure de voir au cinéma et chez eux à la télévision dépend largement des décisions commerciales des distributeurs et des grossistes de vidéos canadiens.

Les **distributeurs de films** sont les entreprises dont l'activité principale est la distribution de productions cinématographiques et vidéo aux cinémas, aux stations de télévision et aux exploitants commerciaux. Ils agissent à titre d'intermédiaires au sein de l'industrie cinématographique, assurant la liaison entre les réalisateurs et les exploitants. Les distributeurs obtiennent les droits de commercialisation et de distribution des productions cinématographiques et vidéo.

Les **grossistes de vidéos** sont les sociétés dont l'activité principale est la vente en gros de vidéocassettes préenregistrées, de vidéodisques et de DVD à des points de vente au détail, qui les louent ou les vendent au public.

Les **vidéos** comprennent les vidéocassettes, les vidéodisques et les DVD.

Le **marché de la vidéo domestique** est celui de la location ou de la vente de vidéo pour la présentation au moyen d'un lecteur à usage domestique.

À moins d'indication contraire, les recettes sont exprimées en dollars courants.

Les ventes de vidéos préenregistrées ralentissent

Si la vente de vidéos préenregistrées a ralenti en 2004-2005, les Canadiens n'ont pas cessé de regarder leurs films préférés sur vidéo à domicile. Les ventes de vidéos préenregistrées représentent toujours plus de la moitié des recettes totales des distributeurs.

En 2004-2005, 51 % des 3,5 milliards de recettes totales des distributeurs de films et de vidéos provenaient de la distribution en gros de vidéos préenregistrées, particulièrement de DVD. Il s'agissait d'une baisse par rapport à la part de 53 % enregistrée l'année précédente, mais d'une hausse par rapport à la part de 49 % affichée en 2002-2003.

Les DVD, le format préféré au Canada, ont représenté 77 % du marché de la distribution en gros de vidéos, en hausse par rapport à 71 % en 2003-2004.

En 2001, la première année pour laquelle des données sont disponibles, moins de 20 % des ménages canadiens possédaient des lecteurs de DVD, selon l'Enquête sur les dépenses des ménages. En 2003, cette proportion avait dépassé le seuil de 50 %, et en 2004, elle avait atteint près de 70 %.

Les produits à contenu canadien conservent leur part du marché et affichent une croissance des recettes

Les produits à contenu canadien ont continué d'afficher une amélioration des recettes en 2004-2005, particulièrement sur les marchés du cinéma et de la télévision payante. La croissance des recettes leur a tout juste permis de maintenir leur part globale du marché intérieur à 11 %, soit au même niveau qu'en 2003-2004.

Sur le marché de la télévision payante, les produits à contenu canadien représentaient 24 % des recettes, soit le même pourcentage que l'année précédente. Toutefois, il était en hausse par rapport au pourcentage inférieur à 22 % affiché en 2002-2003. La même situation prévalait dans les cinémas, dans lesquels les produits à contenu canadien ont conservé leur part du marché de 4 %, soit un taux en hausse par rapport à la part de 3 % observée en 2002-2003.

Sur le marché de la télévision générale, la part du contenu canadien s'est située à 16 %, en baisse comparativement à 17 % en 2003-2004, mais en hausse par rapport à la part de 14 % affichée en 2002-2003.

Les niveaux de rentabilité s'améliorent

Les distributeurs de films et de vidéos et les grossistes en vidéos ont déclaré des dépenses totales de plus de 2,7 milliards de dollars en 2004-2005, en hausse de 2 % comparativement à 2003-2004.

La légère augmentation des dépenses n'a pas influé sur le bilan de l'industrie, car les bénéfices ont grimpé pour passer à 802,1 milliards de dollars. Cela représente 22,7 % des recettes totales, en hausse par rapport à 21,8 % en 2003-2004. Il s'agit

également d'une augmentation importante par rapport aux bénéfices de 13,4 % déclarés en 2002-2003.

Il y a eu une légère hausse progression des paiements de droits et de redevances par rapport à l'année précédente. Des paiements totaux de 847 millions de dollars de droits et de redevances, 17 % ont été versés pour des produits canadiens, en hausse par rapport à la part de 11 % affichée l'année précédente.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 501-0001 à 501-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2414.

Certaines données de l'Enquête sur la distribution de productions cinématographiques, vidéo et audiovisuelles et sur la distribution en gros de vidéocassettes sont maintenant offertes en ligne sous forme de tableaux (87F0010XIF, gratuits) accessibles à partir du module *Publications* de notre site Web.

Les données de cette enquête sont également offertes selon la province et le territoire. Les utilisateurs peuvent obtenir des totalisations spéciales contre recouvrement des coûts.

Pour obtenir des renseignements généraux, communiquez avec le Service à la clientèle en composant sans frais le 1-800-307-3382 (culture@statcan.ca). Pour commander des totalisations spéciales ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Fidel Ifedi au 613-951-1569 (ifedfid@statcan.ca), Culture, tourisme et Centre de la statistique de l'éducation. Télécopieur : 613-951-1333. □

Distribution de productions cinématographiques, vidéo et audiovisuelles et distribution en gros de vidéos selon le marché principal¹

	2000-2001	2003-2004	2004-2005	2003-2004 à 2004-2005 var. en %
	en millions de dollars			
Recettes				
Distribution intérieure	1 070,9	1 194,5	1 256,8	5,2
Cinéma	390,6	382,7	446,3	16,6
Télévision payante	81,2	105,6	134,6	27,5
Télévision générale	409,6	433,6	404,4	-6,7
Vidéo domestique	165,8	244,9	246,6	0,7
Autres (aux établissements d'enseignement, aux administrations publiques, etc.)	23,7	27,7	24,9	-10,1
Recettes de clients étrangers	222,3	321,0	331,9	3,4
Distribution totale	1 293,1	1 515,5	1 588,7	4,8
Distribution en gros de vidéocassettes et de DVD	1 399,4	1 816,1	1 817,1	0,1
Autres recettes	120,6	106,1	133,8	26,1
Total des recettes	2 813,1	3 437,6	3 539,6	3,0
Dépenses				
Coûts relatifs aux droits (les redevances et d'autres frais)	806,7	838,8	847,0	1,0
Coûts de distribution en gros de vidéocassettes	660,7	745,1	673,6	-9,6
Rémunération et avantages sociaux	144,6	153,2	166,9	8,9
Autres coûts	853,9	950,0	1 050,0	10,5
Dépenses totales	2 465,9	2 687,1	2 737,5	1,9
Marge bénéficiaire (% des recettes totales)	12,3	21,8	22,7	

1. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Part des recettes pour le contenu canadien et le contenu étranger sur le marché intérieur¹

	2003-2004		2004-2005	
	Contenu canadien	Contenu étranger	Contenu canadien	Contenu étranger
Distribution intérieure	11,1	88,9	10,7	89,3
Cinéma	4,2	95,8	4,3	95,7
Télévision payante	24,0	76,0	24,0	76,0
Télévision générale	17,2	82,8	16,4	83,6
Vidéo domestique	3,3	96,7	3,7	96,3
Autres (aux établissements d'enseignement, aux administrations publiques, etc.)	30,3	69,7	32,7	67,3
Distribution intérieure en gros de vidéocassettes et de DVD	2,4	97,6	4,2	95,8

1. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Emploi, rémunération et heures de travail

Juin 2006 (données provisoires)

La rémunération hebdomadaire moyenne pour les salariés inscrits sur les listes de paie a baissé de 2,89 \$ (-0,4 %) de mai à juin pour s'établir à 747,16 \$ (données désaisonnalisées). La croissance cumulative annuelle s'est élevée à 3,8 %. Ce taux annuel de variation a été calculé en comparant la rémunération hebdomadaire moyenne des six premiers mois de 2006 avec celle de la même période en 2005.

Dans les grands secteurs industriels au Canada, la croissance cumulative annuelle de la rémunération s'est chiffrée à 9,4 % pour l'hébergement et les services de restauration, à 5,4 % pour les services d'enseignement, à 5,2 % pour les soins de santé et l'assistance sociale, à 3,7 % pour le commerce de détail, à 3,3 % pour l'administration publique et à 3,1 % pour la fabrication.

Au Canada, le nombre de salariés inscrits sur les listes de paie a connu une hausse de 45 300 salariés (+0,3 %) de mai à juin pour s'établir à 14 041 300 salariés. À l'échelon provincial, les plus importantes augmentations en pourcentage ont été observées en Alberta (+1,0 %) et au Québec (+0,6 %). Les plus importantes baisses ont été enregistrées à Terre-Neuve-et-Labrador (-1,3 %) ainsi qu'à l'Île-du-Prince-Édouard (-0,8 %).

À l'échelle nationale, le nombre de salariés inscrits sur les listes de paie a progressé de 169 000 depuis le début de 2006.

La rémunération horaire moyenne des salariés rémunérés à l'heure a légèrement baissé de 0,2 % en juin pour se fixer à 18,35 \$.

Les heures hebdomadaires moyennes des salariés rémunérés à l'heure ont diminué de 0,3 % en juin pour s'établir à 32,2 heures.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 281-0023 à 281-0046.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2612.

Des données détaillées par secteur et des données selon la taille de l'entreprise fondée sur l'emploi, ainsi que d'autres indicateurs du marché du travail paraîtront sous peu dans la publication mensuelle *Emploi, gains et durée du travail* (72-002-XIB, gratuite).

Les données de juillet sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail seront diffusées le 28 septembre.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec le Service à la clientèle au 613-951-4090 ou composez sans frais le 1-866-873-8788 (travail@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Gilles Groleau au 613-951-4091, Division de la statistique du travail. Télécopieur : 613-951-2869. □

Rémunération hebdomadaire moyenne (avec heures supplémentaires) pour l'ensemble des salariés

Groupe industriel (Système de classification des industries de l'Amérique du Nord)	Juin 2005	Mai 2006 ^r	Juin 2006 ^p	Mai à juin 2006	Juin 2005 à juin 2006	Moyenne cumulative 2006 ¹
	Données désaisonnalisées					
	en dollars			var. en %		
Ensemble des secteurs	729,48	750,05	747,16	-0,4	2,4	3,8
Foresterie, exploitation forestière et soutien	936,89	976,95	977,17	0,0	4,3	5,3
Extraction minière, de pétrole et de gaz	1 302,53	1 341,15	1 354,57	1,0	4,0	3,5
Services publics	1 075,78	1 067,59	1 078,54	1,0	0,3	1,3
Construction	880,09	891,11	884,29	-0,8	0,5	2,6
Fabrication	885,25	902,91	894,80	-0,9	1,1	3,1
Commerce de gros	830,76	866,28	871,73	0,6	4,9	5,7
Commerce de détail	473,08	485,91	482,70	-0,7	2,0	3,7
Transport et entreposage	777,21	783,64	783,69	0,0	0,8	2,0
Industrie de l'information et industrie culturelle	873,41	926,15	929,91	0,4	6,5	7,5
Finance et assurances	949,40	966,65	968,80	0,2	2,0	3,3
Services immobiliers, de location et de location à bail	662,83	673,48	674,39	0,1	1,7	3,8
Services professionnels, scientifiques et techniques	960,94	945,26	951,81	0,7	-1,0	0,6
Gestion de sociétés et d'entreprises	917,91	947,66	949,38	0,2	3,4	6,7
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	590,38	595,13	603,10	1,3	2,2	3,0
Services d'enseignement	801,52	843,05	842,57	-0,1	5,1	5,4
Soins de santé et assistance sociale	657,22	685,48	673,45	-1,8	2,5	5,2
Arts, spectacles et loisirs	421,86	430,42	435,02	1,1	3,1	2,5
Hébergement et services de restauration	311,82	336,04	336,11	0,0	7,8	9,4
Autres services, sauf les services d'administrations publiques	577,54	582,99	586,54	0,6	1,6	2,2
Administrations publiques	894,29	922,61	932,36	1,1	4,3	3,3
Provinces et territoires						
Terre-Neuve-et-Labrador	669,55	698,96	695,40	-0,5	3,9	5,3
Île-du-Prince-Édouard	560,74	583,89	587,56	0,6	4,8	3,8
Nouvelle-Écosse	634,18	645,63	650,93	0,8	2,6	2,7
Nouveau-Brunswick	663,46	681,65	684,22	0,4	3,1	4,3
Québec	698,38	703,60	714,02	1,5	2,2	3,1
Ontario	770,94	788,20	783,03	-0,7	1,6	3,3
Manitoba	663,03	664,69	673,40	1,3	1,6	1,8
Saskatchewan	671,00	695,96	694,15	-0,3	3,5	4,6
Alberta	765,07	799,58	796,09	-0,4	4,1	5,0
Colombie-Britannique	715,28	746,57	743,45	-0,4	3,9	5,3
Yukon	814,19	868,38	864,90	-0,4	6,2	6,5
Territoires du Nord-Ouest ²	952,58	989,47	964,27	-2,5	1,2	3,5
Nunavut ²	866,62	874,00	876,60	0,3	1,2	4,4

^r données révisées

^p données provisoires

1. Taux de variations pour les quatre premiers mois de 2006 par rapport aux mêmes mois en 2005.

2. Données non désaisonnalisées.

Nombre de salariés

Groupe industriel (Système de classification des industries de l'Amérique du Nord)	Décembre 2005	Avril 2006	Mai 2006 ^r	Juin 2006 ^p	Avril à mai 2006	Mai à juin 2006	Décembre 2005 à juin 2006
	Données désaisonnalisées						
	en milliers				var. en %		
Ensemble des industries	13 872,3	13 957,7	13 996,0	14 041,3	0,3	0,3	1,2
Foresterie, exploitation forestière et soutien	63,3	61,6	60,7	59,9	-1,5	-1,3	-5,4
Extraction minière, de pétrole et de gaz	172,4	180,9	182,4	184,6	0,8	1,2	7,1
Services publics	121,5	121,2	122,0	121,8	0,7	-0,2	0,2
Construction	690,7	696,5	700,7	701,9	0,6	0,2	1,6
Fabrication	1 948,4	1 939,4	1 937,6	1 931,7	-0,1	-0,3	-0,9
Commerce de gros	736,7	739,4	740,7	744,3	0,2	0,5	1,0
Commerce de détail	1 717,4	1 723,5	1 727,6	1 732,0	0,2	0,3	0,9
Transport et entreposage	627,5	628,7	630,3	631,7	0,3	0,2	0,7
Industrie de l'information et industrie culturelle	355,4	354,0	355,6	358,5	0,5	0,8	0,9
Finance et assurances	588,2	585,2	587,2	590,0	0,3	0,5	0,3
Services immobiliers, de location et de location à bail	246,2	250,4	247,0	247,6	-1,4	0,2	0,6
Services professionnels, scientifiques et techniques	670,6	676,6	675,8	678,8	-0,1	0,4	1,2
Gestion de sociétés et d'entreprises	96,5	98,8	99,3	101,3	0,5	2,0	5,0
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	681,8	693,1	701,4	707,4	1,2	0,9	3,8
Services d'enseignement	1 004,5	1 011,9	1 011,2	1 015,9	-0,1	0,5	1,1
Soins de santé et assistance sociale	1 425,0	1 436,2	1 441,1	1 440,1	0,3	-0,1	1,1
Arts, spectacles et loisirs	247,6	248,0	247,2	249,4	-0,3	0,9	0,7
Hébergement et services de restauration	960,3	968,3	968,0	969,5	0,0	0,2	1,0
Autres services, sauf les services d'administrations publiques	515,4	517,6	519,3	521,1	0,3	0,3	1,1
Administrations publiques	791,0	812,9	819,1	821,4	0,8	0,3	3,8
Provinces et territoires							
Terre-Neuve-et-Labrador	177,5	182,6	186,8	184,3	2,3	-1,3	3,8
Île-du-Prince-Édouard	64,3	63,8	62,4	61,9	-2,2	-0,8	-3,7
Nouvelle-Écosse	395,5	393,3	392,9	391,3	-0,1	-0,4	-1,1
Nouveau-Brunswick	302,2	300,1	300,2	301,2	0,0	0,3	-0,3
Québec	3 213,6	3 224,1	3 223,8	3 241,8	0,0	0,6	0,9
Ontario	5 389,3	5 408,1	5 414,3	5 430,8	0,1	0,3	0,8
Manitoba	538,2	534,9	537,4	534,0	0,5	-0,6	-0,8
Saskatchewan	419,2	424,8	426,8	424,3	0,5	-0,6	1,2
Alberta	1 576,5	1 604,5	1 614,7	1 631,3	0,6	1,0	3,5
Colombie-Britannique	1 747,9	1 771,7	1 781,0	1 786,0	0,5	0,3	2,2
Yukon	17,1	17,1	17,1	16,8	0,0	-1,8	-1,8
Territoires du Nord-Ouest ¹	22,0	21,4	21,7	22,3	1,4	2,8	1,4
Nunavut ¹	11,3	10,8	10,8	11,2	0,0	3,7	-0,9

^r données révisées

^p données provisoires

1. Données non désaisonnalisées.

Emploi dans le secteur public

Deuxième trimestre de 2006 (données provisoires)

L'emploi dans le secteur public continue d'augmenter, même si son importance relative par rapport à l'ensemble du marché du travail continue de diminuer.

L'emploi dans le secteur public (qui comprend toutes les administrations publiques générales, les universités, les collèges, les conseils scolaires, les établissements de soins de santé et de services sociaux et les entreprises publiques) s'est chiffré à 3,1 millions d'employés au deuxième trimestre, en hausse de 3,2 % par rapport au même trimestre de 2005.

L'emploi dans le secteur public avait atteint un creux au cours du troisième trimestre de 2000, alors qu'il avait affiché une moyenne d'un peu moins de 2,7 millions d'employés. Depuis, soit de 2001 à 2005, l'emploi dans le secteur public a connu une augmentation annuelle moyenne légère d'environ 1,2 %.

Toutefois, l'emploi dans le secteur public en proportion de la population active totale a diminué de 0,2 % au deuxième trimestre par rapport au premier trimestre.

Dans les administrations publiques générales (fédérale, provinciales et territoriales ainsi que locales, excluant les établissements de soins de santé et d'enseignement), la composante fédérale a affiché la

progression la plus marquée, l'emploi s'étant chiffré à 403 800 en moyenne au deuxième trimestre, en hausse de 8,3 % par rapport au même trimestre en 2005. Cette augmentation a été attribuable en partie au recrutement temporaire d'employés pour le recensement. Par ailleurs, l'emploi militaire total au Canada a crû de 2,4 % par rapport au deuxième trimestre de l'année précédente.

Dans le cas des administrations publiques générales provinciales et territoriales, le nombre d'employés s'est maintenu à un peu moins de 350 700. Les administrations publiques générales locales comptaient environ 395 900 employés, en hausse de 5,0 % par rapport au même trimestre en 2005. Cette progression a été généralisée dans la plupart des provinces et des territoires.

Bien que leur part de l'emploi soit demeurée stable au cours des 11 dernières années, les établissements de soins de santé et de services sociaux ont vu leur part des salaires et des traitements totaux du secteur public augmenter de façon constante, passant de 18,4 % à 22,7 % au cours de la même période. Par contre, la part du total des salaires et des traitements du secteur public attribuable aux entreprises publiques a diminué de 12,2 % pour passer à 9,1 % au cours de la même période. Les administrations publiques générales et les établissements d'enseignement (les universités et les collèges, ainsi que les conseils scolaires) ont conservé des proportions relativement stables du total de l'emploi ainsi que des salaires et des traitements du secteur public depuis 1995.

La répartition de l'emploi dans le secteur public selon la composante est demeurée à peu près inchangée au deuxième trimestre. Les administrations publiques générales (fédérale, provinciales et territoriales et locales) constituaient 37,0 % de l'emploi du secteur public. Les établissements d'enseignement représentaient 29,7 % de l'emploi, les établissements de soins de santé et de services sociaux, 24,8 %, et les entreprises publiques, 8,5 %.

Les estimations de l'emploi et des salaires et des traitements agrégés dans le secteur public sont maintenant disponibles pour le deuxième trimestre

de 2006. Des révisions ont été apportées aux données du premier trimestre.

Les tableaux des données de l'emploi du secteur public sont également accessibles en ligne dans le module *Tableaux sommaires* de notre site Web.

Nota : Le secteur public englobe toutes les entités économiques qui sont sous le contrôle d'une administration publique. Il comprend quatre grandes composantes : l'administration publique fédérale (ministères, organismes et fonds non autonomes, et organismes et fonds autonomes), les administrations publiques provinciales et territoriales (ministères, organismes et fonds non autonomes, organismes et fonds autonomes, collèges et universités, et établissements de soins de santé et de services sociaux), les administrations publiques locales (municipalités et fonds non autonomes, organismes et fonds autonomes, et conseils et commissions scolaires) et les entreprises publiques (aux ordres fédéral, provincial/territorial et local).

Données stockées dans CANSIM : tableaux 183-0002 et 183-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1713.

Pour obtenir une description plus détaillée de la définition de l'emploi dans le secteur public et de la façon dont on fait le rapprochement des données sur l'emploi dans ce secteur avec celles provenant d'autres sources d'information, veuillez consulter le document intitulé *Réconciliation des estimations de l'emploi du secteur public provenant de différentes sources d'information* en cliquant sur le numéro d'enquête 1713.

Pour obtenir des renseignements généraux ou commander des données, communiquez avec Jo-Anne Thibault au 613-951-0767 (pid-info-dip@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Claude Bilodeau au 613-951-1816 (claud.bilodeau@statcan.ca), Division des institutions publiques. □

Emploi dans le secteur public¹

	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	Deuxième trimestre de 2006
	en milliers			
Secteur public	2 986	3 015	3 047	3 110
Administrations publiques générales	1 064	1 100	1 090	1 151
Fédérale	368	373	374	404
Provinciales et territoriales	333	350	337	351
Locales	363	377	378	396
Établissements d'enseignement	921	898	939	925
Universités et collèges ²	328	304	333	319
Commissions scolaires	594	593	606	606
Établissements de soins de santé et de services sociaux	738	752	757	771
Entreprises publiques	262	266	261	265

1. Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

2. Comprend les instituts de formation professionnelle et les écoles de métiers.

Placements de poussins des couvoirs et de dindonneaux

Juillet 2006 (données provisoires)

Les placements des poussins des couvoirs sur les fermes étaient estimés à 55,4 millions d'oiseaux en juillet, en baisse de 5,1 % par rapport à juillet 2005. Les placements de dindonneaux sur les fermes ont augmenté de 7,9 % pour s'établir à 2,0 millions d'oiseaux.

Données stockées dans CANSIM : tableau 003-0021.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5039.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Debbie Dupuis au 613-951-2553 (debbie.dupuis@statcan.ca), Division de l'agriculture.

Nouveaux produits

Distribution de productions cinématographiques, vidéo et audiovisuelles, 2004-2005
Numéro au catalogue : 87F0010XIF (gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

GéoSuite, Recensement de 2001 (produits de la géographie : produits de données géographiques), Année de recensement 2001
Numéro au catalogue : 92F0150XBB (60 \$).

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM et -XBB ou XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1 800 267-6677**

Pour les autres pays, composez le : **1 613 951-2800**

Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le : **1 877 287-4369**

Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le : **1 877 591-6963**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 6 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

catalogue 11-001-XIF (87F0010XIF) 11-001-XIF (92F0150XBB)



Le jeudi 8 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Transport urbain, 1996** Malgré le plein de nouvelles aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 46 déplacements en transport urbain par semaine en transport public, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années. 2
- **Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996** Au regard de la croissance de l'économie et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 s'est avérée encore une fois relativement faible. 5

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Indice des offres d'emploi, mai 1997 10
- Emplois sur les anticipations à court terme 10
- Ajuste en termes réels, secteur privé, trimestre le 31 mai 1997 11
- Production d'œufs, avril 1997 11

NOUVELLES PARUTIONS 12

Statistique Canada / Statistiska Canada / Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2004. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source : Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire : Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.